



Focus Marché Preqin: **les Actifs Alternatifs en France**

Remerciements

Rédacteurs en chef

Grant Murgatroyd
Alex Murray

Collaborateurs internes

Jared Bochner
Cat Hall
Cameron Joyce
Nicole Lee
Dave Lowery
Laura Messchendorp
Sam Monfared
Charlotte Mullen
Jordan Poulter
Milly Rochow
Logan Scales
Tim Short
Hannah Washbourne

Analystes Recherche

Farnod Afsharnejad
Justin Beardon
Emma Cochard
Daniele De Bortoli
Thea Diaz
Darren Fernandes
Jamie Fisher

Nicholas Garraway
Matt Humphries
Adam Jackson
Senthoran Kalaimohan
Lauren Mason
Lewis McNeil
Ibrahim Mir
Thomas Mulready
Karel Nguyen
Dhara Patel
Akash Patel
Liam Pillay
Pinja Saarikoski
Kamarl Simpson
Charles Wood

Contributeurs externes

Dominique Carrel-Billiard, Amundi
Claire Chabrier, France Invest

Avis important, à lire

Tous droits réservés. L'intégralité du contenu de Focus marché de Preqin : les actifs alternatifs en France est protégé par les droits d'auteur de Preqin Ltd. Aucune partie de cette publication ou de toute information qu'elle contient ne peut être copiée, transmise par quelque moyen électronique que ce soit, ou stockée dans quelque support de stockage électronique ou autre, ou imprimée ou publiée dans quelque document, rapport ou publication que ce soit, sauf accord exprès de Preqin Ltd.

Les informations présentées dans Focus marché de Preqin : les actifs alternatifs en France ne sont données qu'à titre informatif et ne constituent pas et ne doivent pas être interprétées comme une sollicitation ou une autre offre, ou une recommandation d'acquiescer ou de céder tout investissement ou d'effectuer toute autre transaction, ou comme un conseil de quelque nature que ce soit. S'il cherche à obtenir des conseils plutôt que des informations, le lecteur doit consulter un conseiller financier indépendant et convient par la présente qu'il ne tiendra pas Preqin Ltd. responsable en droit ou en equity de toute décision de quelque nature que ce soit que le lecteur prend ou s'abstient de prendre suite à l'utilisation qu'il fait de Focus marché de Preqin : les actifs alternatifs en France.

Bien que des efforts raisonnables aient été déployés pour obtenir des informations auprès de sources considérées comme fiables et pour vérifier dans la mesure du possible l'exactitude de ces informations, Preqin Ltd. ne fait aucune déclaration ni ne donne aucune garantie quant à l'exactitude, la fiabilité, l'actualité ou l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans Focus marché de Preqin : les actifs alternatifs en France.

Bien que tous les efforts raisonnables aient été faits pour garantir l'exactitude de cette publication, Preqin Ltd. décline toute responsabilité en cas d'erreurs ou d'omissions dans Focus marché de Preqin : les actifs alternatifs en France ou pour toute dépense ou autre qui aurait été occasionnée de quelque manière que ce soit par l'utilisation de cette publication par un lecteur.

Les données contenues dans Focus marché de Preqin : les actifs alternatifs en France proviennent de Preqin Pro, sauf mention contraire, en date de juillet 2021 et représentent les données les plus récentes à cette date.

Sommaire

- | | | | |
|---|--|----|--|
| 4 | Préambule du CEO – Mark O'Hare, Preqin | 10 | 2020 une année record pour les levées de fonds |
| 6 | Les actifs réels, le « pari gagnant » d'un monde post-COVID – Dominique Carrel-Billiard, Amundi | 18 | Classements |
| 8 | Le capital-investissement français : un acteur du rebond économique – Claire Chabrier, France Invest | | |



Preqin Pro

Votre clé pour le marché des actifs alternatifs

Tout ce dont vous avez besoin au même endroit

Découvrez les ensembles de données les plus complets du secteur sur le capital privé et les hedge funds, ainsi qu'un réseau mondial de plus de 250 000 professionnels.

Consacrez votre temps à ce qui compte

Améliorez votre productivité grâce à une gamme d'outils pour un reporting, une analyse comparative, une collecte de fonds, des décisions d'affectation et un développement commercial efficaces.

Décodez les marchés privés

Saisissez mieux les tendances du secteur et votre place sur le marché grâce à des analyses visuelles interactives.

Retrouvez les rapports complets sur www.preqin.com/our-products/preqin-pro

Préambule du CEO

J'ai le plaisir de vous présenter notre nouveau rapport **Les actifs alternatifs en France**, supplément de notre rapport annuel **Alternative Assets in Europe**, réalisé avec le grand gestionnaire d'actifs européen Amundi, qui partage notre vision consistant à fournir à la communauté des investisseurs des données plus fiables, plus transparentes et plus standardisées afin d'accompagner la croissance des marchés privés.

Nul besoin de dire que 2020 a été une année difficile et que de nombreux défis restent à relever, tant en ce qui concerne la gestion du coronavirus que le retour à la croissance économique. L'année dernière, notre grande thématique a été la résilience. Cette année, nous nous attendions à un rebond de la collecte et des investissements sur les marchés alternatifs. Et ils ont bien rebondi. La vigueur de la reprise souligne la position des actifs alternatifs comme pilier de l'activité économique et des stratégies d'investissement.

La France a conforté sa place de deuxième centre européen pour la gestion alternative, avec 248 milliards d'euros d'actifs sous gestion en capitaux privés, en hausse de 13 % en 2020. Non seulement le marché français a plus que doublé de taille par rapport à son plus proche rival, l'Allemagne, mais il croît plus vite que le Royaume-Uni, ce dernier conservant cependant une avance considérable. Depuis 2017, les actifs gérés en France ont augmenté à un taux annuel moyen de 17 %, contre seulement 11 % au Royaume-Uni. En termes de transactions, le capital-risque et les infrastructures ont été les plus actifs, le montant des transactions au S1 2021 dépassant déjà le total de l'exercice 2020, soutenues par les grandes ambitions du Président Macron en matière de technologie et de développement des infrastructures axées sur les jeux olympiques, ainsi que par la méga-fusion de Veolia et Suez.

Les investisseurs ont été récompensés pour leur fidélité à leurs programmes alternatifs. Dans le capital-investissement et le capital-risque (PEVC, ou Private Equity & Venture Capital), par exemple, le dynamisme des marchés de sortie a porté le TRI net médian des millésimes 2011-2017 entre 14,0 % et 19,4 %. Il est



Mark O'Hare

CEO

Preqin

encore tôt pour les fonds à entre du millésime 2018, mais ils génèrent actuellement un TRI net médian de 22,0 %.

Les actifs alternatifs constituent un marché dynamique, les gérants introduisant de nouveaux produits répondant aux besoins des investisseurs. Nous nous félicitons d'avoir étendu notre couverture, pour inclure dans nos tableaux de classement aux pages 16-17, quelle que soit la structure du fonds ou la source du capital aussi bien les fonds fermés que les fonds ouverts, quelle que soit. Pour constituer ces tableaux, Preqin a mené des recherches et des enquêtes approfondies auprès des gestionnaires à travers l'Europe. Nous cherchons constamment à enrichir et à affiner nos données pour tous nos utilisateurs.

À mesure que la part des actifs alternatifs dans les portefeuilles des investisseurs augmente, il en va de même pour la demande d'outils fiables et puissants permettant de suivre l'évolution et la performance des portefeuilles, mais aussi d'évaluer et planifier de nouveaux investissements. Cela suppose une combinaison des meilleurs outils de données et de flux ; c'est pourquoi nous sommes ravis d'accueillir Colmore dans la famille Preqin et d'offrir des capacités accrues à nos clients dans le monde entier, et en particulier aux Etats-Unis (page 12 pour plus de renseignements.)

Au cours des 12 derniers mois, nous avons continué à investir pour vous fournir, à vous notre réseau de plus

de 120 000 professionnels des actifs alternatifs, des données, des outils et des informations de meilleure qualité pour vous aider à découvrir de nouvelles opportunités, à évaluer vos performances et à trouver des partenaires de premier plan. Rien que cette année, nous avons :

- lancé des solutions ESG pour vous offrir une visibilité essentielle au niveau des sociétés de gestion, des portefeuilles et des actifs sous gestion ;
- facilité l'accès à notre contenu exclusif, depuis toutes les plateformes et tous les sites, grâce à notre application mobile et nos API actualisées ;
- sensiblement accru la quantité de données sur l'ensemble de notre plateforme : plus 20% de Limited Partners référencés soit près de 20 000 profils, plus 12% de fonds référencés soit près de 117 000 profils, et plus 10% de General Partners référencés soit près de 43 000 profils.

Comme vous vous y attendez de la part de Preqin, The Home of Alternatives®, nous continuerons à investir massivement pour vous garantir la vision la plus complète du secteur des actifs alternatifs.

Merci pour votre fidélité constante, je vous souhaite de bons investissements.



Les actifs réels, « pari gagnant » du monde post-covid

Un nouveau cycle post-COVID pourrait voir une résurgence de l'inflation. Les actifs réels sont à même de relever les défis économiques et répondre aux attentes des investisseurs en termes de performance et d'impact.

Si la crise du Covid a accéléré certaines tendances durables, elle a aussi donné lieu à des prédictions erronées. Elle ouvre la voie à un nouveau cycle économique, qui pourrait être marqué par une résurgence de l'inflation. Les actifs réels s'imposent comme les grands bénéficiaires de ce nouvel environnement. Ils semblent répondre tant aux enjeux économiques mondiaux qu'aux attentes de performance et d'impact des investisseurs institutionnels et particuliers. Autant de raisons qui poussent à la démocratisation des solutions d'investissement sur cette classe d'actifs.

Plus d'un an après le déclenchement de la crise du Covid, l'environnement sanitaire semble s'améliorer. On ne peut désormais que souhaiter une normalisation complète, qui permettrait ainsi de sortir des multiples phases de « stop and go » qui ont marqué le monde économique et financier ces dix-huit derniers mois. L'espoir de renouer avec une trajectoire économique durable est bien là. Et face aux nombreuses prédictions qui ont émaillé cette période, nous commençons à distinguer les scénarios probables des scénarios exagérés ou des prévisions témoignant d'un excès d'enthousiasme quant au « monde d'après ».

Au rang des tendances durables, impossible de nier la digitalisation de l'activité économique et des échanges, ni l'importance stratégique des chaînes logistiques. Cette crise a également ravivé le volontarisme des Etats et des banques centrales dans le pilotage des économies et des marchés financiers au moyen de politiques agressives qui se poursuivent aujourd'hui et concourent à maintenir un univers de taux bas. Enfin, la leçon principale de cette crise est sans doute la prise de conscience



Dominique Carrel-Billiard

Directeur du Métier Actifs Réels d'Amundi

Amundi

planétaire de la fragilité de notre environnement, de notre mode de vie, et la montée en puissance des thématiques environnementales, sociales et de gouvernance.

En revanche, certains avaient sans doute enterré un peu rapidement la globalisation de l'économie, tout comme le monde du bureau, qui ne disparaîtra pas au profit du télétravail. Enfin, les dernières prédictions quant à une flambée de l'inflation restent un point de débat.

Les tensions inflationnistes demeurent encore contenues, mais bien réelles ; pour preuve un taux d'inflation de 3 % à 4 % en instantané aux Etats-Unis. Les ruptures d'approvisionnement, notamment dans les semi-conducteurs, le bois, certaines matières premières, pourraient alimenter cette inflation. Il est trop tôt pour savoir si la tendance sera temporaire ou structurelle, mais il est nécessaire de rechercher une protection contre une résurgence de l'inflation à laquelle certaines classes d'actifs, considérées comme « sûres », sont d'ailleurs très exposées.

Dans ce contexte, les actifs réels apparaissent comme le « pari gagnant » du monde post-covid. Ils visent à offrir en effet simultanément une protection contre l'inflation, et des perspectives de rendement plus élevées que les actifs liquides traditionnels. Sur le premier point, notons que tant l'immobilier, que les infrastructures, la dette privée à taux variable et le private equity permettent d'espérer des cash flows qui s'ajusteront à une reprise de l'inflation pour en absorber les effets.

La performance des actifs réels demeure tout aussi attrayante dans l'hypothèse d'une inflation contenue. D'après les estimations de nos experts, ils affichent les meilleures perspectives de rendement de toutes les classes d'actifs. Ainsi, sur dix ans, toutes choses égales par ailleurs, nos experts anticipent que les marchés du private equity offriront une prime de risque possible de 230 bps aux USA, 200 bps en Europe par rapport aux actions cotées, les actifs immobiliers offriront une prime de risque de 450 bps par rapport aux obligations publiques en zone euro et de 390 bps par rapport aux obligations investment grade, quant aux infrastructures, elles offriront une prime de plus de 300 bps par rapport à ces mêmes obligations investment grade. Un tel écart de rendement attendu devrait accélérer les flux de capitaux vers les actifs réels, alors que les investisseurs recherchent le meilleur couple rendement/risque.

A ces atouts financiers se conjugue une adéquation avec les attentes fortes en matière d'ESG. Nous en sommes convaincus, les actifs réels sont « **le**

circuit court de l'ESG ». Ils permettent de contribuer directement à la transition énergétique, notamment au travers du financement d'infrastructures vertes. Les analystes estiment à cet égard que les nouveaux objectifs environnementaux de l'Union Européenne devraient conduire à tripler le volume des investissements dans le renouvelable au cours de la décennie 2020-2030 par rapport à ce qui a été fait ces dix dernières années. De même, les fonds de private equity donnent l'accès à la gouvernance des entreprises pour influencer directement sur leurs choix en matière de responsabilité sociale et environnementale.

Les actifs réels répondraient donc aux aspirations des investisseurs, ce qui devrait favoriser leur démocratisation, notamment auprès des particuliers. La demande latente pour de tels produits s'exprime de plus en plus clairement et va résulter dans de nouveaux canaux de distribution. Grâce à son ancrage fort dans les réseaux bancaires européens, Amundi dispose d'une position privilégiée pour rendre ces actifs accessibles au plus grand nombre.

La croissance attendue des investissements dans les actifs réels ne doit toutefois pas se faire au détriment de la sélectivité. Les niveaux de prix actuels atteints sur plusieurs de ces classes d'actifs laissent désormais craindre un éventuel déséquilibre dans le couple rendement/risque. Cela doit conduire à privilégier les stratégies « core », dont le risque est maîtrisé, et qui constituent le cœur d'expertise des équipes d'Amundi.

Dominique Carrel-Billiard est Directeur du Métier Actifs Réels d'Amundi. Il a précédemment été directeur général de La Financière de l'Echiquier et directeur général d'AXA Investment Managers Group.

Amundi est la plus grande société de gestion européenne par ses actifs sous gestion et se classe parmi les 10 premières au niveau mondial. Avec près de 4800 professionnels basés dans 35 pays, Amundi gère aujourd'hui plus de 1800 milliards d'euros d'actifs dans ses centres d'investissement de Boston, Dublin, Londres, Milan, Paris et Tokyo.

Amundi propose à ses 100 millions de clients une gamme complète de solutions d'épargne et d'investissement en gestion active et passive, en actifs traditionnels ou réels.

Filiale du groupe Crédit Agricole et cotée à la Bourse de Paris, Amundi a lancé en 2016 Amundi Real Assets (ARA), qui compte aujourd'hui 220 spécialistes de ces classes d'actifs et gère près de 60 milliards d'euros d'actifs.

Le Capital-Investissement français : acteur du rebond

L'année dernière, les fonds d'investissement français ont investi 31 milliards d'euros dans plus de 2,300 entreprises. Leur capital et savoir-faire seront indispensables dans un pays qui émerge de la pandémie

Le capital-investissement français, qui accompagne environ 8 300 entreprises, est le 2ème en Europe par sa taille et 1er de l'Union européenne. Il bénéficie de la vitalité du tissu économique en France, avec un large vivier de PME et une forte culture entrepreneuriale, et d'une réelle capacité d'innovation incarnée par la French Tech. Malgré l'impact de la crise Covid, son activité est restée très soutenue en 2020 pour préparer la relance. La sortie de crise Covid sera cruciale pour l'ensemble des entreprises qui devront accélérer leur transformation pour rester dans la course. Celles qui seront accompagnées par les fonds auront un atout compétitif.

Fort soutien aux entreprises pendant la crise sanitaire

En 2020, les 361 sociétés de gestion adhérentes de France Invest ont apporté un fort soutien à l'économie française. Elles ont investi 31 Md€ pour financer, en capital et en dette, plus de 2 300 start-up, PME, ETI et projets d'infrastructure. Elles ont aussi été présentes pour les épauler, faire face à l'urgence et les aider à préparer la relance. Plus de la moitié des investissements ont été des apports de capitaux propres aux start-up, PME et ETI. Ainsi, 17,8 Md€ ont été alloués à 2 027 entreprises, dont 4 sur 5 sont basées en France. Les montants investis se sont maintenus à un niveau historiquement élevé, malgré un léger recul de 8 % par rapport à 2019. Quant au nombre d'entreprises accompagnées, il reste nettement supérieur à la moyenne de long terme. En 2020, le fait que 60 % des investissements ont été des réinvestissements témoigne du fort soutien des fonds à leurs participations pour passer la crise.

Parallèlement, en 2020, les acteurs français du capital-investissement ont levé 30 Md€ auprès d'investisseurs institutionnels et de personnes physiques, pour un tiers d'origine internationale. Ce montant, en recul par rapport aux 40,7 Md€ levés en 2019, reste toutefois à un niveau élevé compte tenu



Claire Chabrier

Présidente

France Invest

du confinement quasi mondial et des incertitudes qui pesaient sur l'économie. Cette levée globale viendra, au cours des cinq prochaines années, renforcer les capitaux propres d'entreprises et de projets d'infrastructure pour 23,5 Md€ et financer en dette privée des projets de croissance pour 7,7 Md€.

Mobilisation pour une reprise rapide et massive

Pour la première fois de son histoire, France Invest s'est associé à un plan de relance piloté par l'État. En octobre 2020, le ministre de l'Economie a lancé la label Relance, afin d'orienter l'épargne des Français vers des placements qui viennent renforcer les fonds propres et quasi-fonds propres des entreprises, en phase de sortie de crise. France Invest a participé dès l'été 2020 aux discussions menées par la direction générale du Trésor et qui ont finalement abouti à la définition de ce label Relance. À fin mai 2021, ce sont 95 fonds, sur les 174 labélisés Relance, qui sont gérés par des sociétés de gestion adhérentes de France Invest, soit plus de la moitié.

Parallèlement, France Invest et ses adhérents se sont mobilisés auprès des pouvoirs publics et ont été force de proposition. Des solutions et mécanismes inédits ont été proposés afin de soutenir les entreprises, en renforçant leurs quasi-fonds propres sans diluer leur capital. Ces initiatives ont démontré la volonté de la profession de se mobiliser toujours davantage et lui ont donné une forte visibilité

auprès des pouvoirs publics et des entreprises, déjà accompagnées ou non.

Si le capital-investissement a toujours été un pilier incontournable du financement des entreprises françaises, il est aujourd'hui dans le contexte de relance un acteur essentiel. Les entreprises ont un besoin urgent de fonds propres. C'est d'ailleurs l'opportunité pour nos sociétés de gestion adhérentes d'élargir le marché du capital-investissement français aux entrepreneurs familiaux, parfois frileux de travailler avec des fonds, et de créer des liens et de futures opportunités de coopération pour des projets avec ouverture de capital.

L'accompagnement des entreprises pour accélérer leur transformation

Quelle que soit la situation, dans la phase de rebond qui s'ouvre, les entreprises devront accélérer leur transformation. La crise a montré l'importance de l'innovation et de l'investissement. Elle a aussi rappelé l'urgence de réduire l'empreinte carbone et la nécessité d'anticiper les évolutions sociétales. Sur tous ces aspects, le capital-investissement est déjà un partenaire au savoir-faire éprouvé. Chez France Invest, conscients de la nécessité d'accélérer ce mouvement, nous allons accentuer nos actions.

Tout d'abord, pour accompagner plus d'entreprises, il nous faut lever plus de capitaux. Nous souhaitons donc permettre à l'épargne française de venir massivement vers notre classe d'actifs. Pour l'instant, le capital-investissement est beaucoup trop peu accessible aux personnes privées, malgré sa performance. Nous souhaitons faciliter le fléchage de l'épargne retraite et de l'épargne salariale vers notre classe d'actifs. Notre ambition c'est de mobiliser, d'ici 5 ans, 10 Md€ auprès des épargnants au bénéfice des entreprises, des territoires et de l'emploi via la capital-investissement.

De plus, nous allons apporter aux entreprises une aide concrète pour les aider à faire face aux obligations réglementaires ESG, françaises et européennes, qui s'intensifient notamment sur

le climat. Les acteurs du capital-investissement sont conscients qu'ils ont la responsabilité d'aider leurs participations à se transformer pour être plus durables, conscientes des enjeux sociétaux, de biodiversité, de changement climatique. Nous sommes là pour accompagner une transition juste ; nous sommes présents sur ces enjeux depuis 10 ans, mais nous devons maintenant accélérer car ce sont près de 10 000 entreprises que nous allons soutenir vers la neutralité carbone dans les prochaines années. Si 35 % de nos adhérents se sont déjà dotés d'objectifs en matière de neutralité carbone, ils seront 100 % en 2030.

Alors que France Invest a pu inscrire dans la loi récente un mécanisme de partage de la valeur entre actionnaires et salariés, nous allons militer pour que dans toutes les entreprises accompagnées par des fonds il y ait un tel mécanisme ou d'actionnariat salarié. Notre ambition est que 100 % des entreprises accompagnées aient mis en place, d'ici 2030, des mécanismes de partage de valeur au-delà de ceux imposés par la loi.

Enfin, en ce qui concerne la mixité, France Invest qui a fixé les ambitions avec sa Charte parité, signée en 2020 par 80 % de ses adhérents. Nous avons déjà obtenu des premiers résultats encourageants et nous allons désormais élargir ce sujet à la diversité sociale et culturelle. Notre commission Talents et Diversité, travaille sur ces deux dimensions. Pour nous faire connaître et diffuser l'esprit d'entreprendre auprès des jeunes dans les collèges et les lycées, nous avons noué un partenariat avec l'association 100 000 entrepreneurs. Nous mobiliserons les acteurs de notre profession pour participer à cette action de pédagogie à grande échelle. De plus, les plus jeunes collaborateurs qui travaillent chez nos adhérents seront associés à la réflexion sur les enjeux et l'évolution du métier, avec la création d'un conseil d'administration de France Invest des moins de 35 ans.

Le capital-investissement se doit d'anticiper les bouleversements qui s'annoncent. Il en a la capacité et l'expérience.

Claire Chabrier est Présidente de France Invest depuis le 15 juin 2021.

Elle est active depuis 20 ans dans le capital-investissement, dans des institutions financières de premier plan. Claire est actuellement Directrice associée d'Amundi Private Equity Funds (PEF) qu'elle a rejoint en 2011. Début 2002, elle a intégré l'équipe internationale de SGAM Private Equity en charge de l'activité en l'Europe de l'Est.

2020 une année record pour les levées de fonds

227

Nombre d'investisseurs français actifs dans les actifs alternatifs

619

Nombre de gérants de fonds français actifs dans les actifs alternatifs

248 Mds €

Encours des fonds fermés alternatifs levés en France au cours des 10 dernières années (à décembre 2020).

Les infrastructures et la technologie explosent alors que la France se prépare pour les Jeux Olympiques

La France a fortement subi les conséquences de la pandémie de COVID-19, avec notamment une chute du PIB et la hausse du chômage. Les indices boursiers et de production industrielle ont également enregistré de fortes baisses début 2020, mais ils s'étaient presque entièrement rétablis à la fin de l'année. De même, les dépenses de consommation ont d'abord diminué en raison de l'application stricte des mesures de confinement, avant de se stabiliser et de remonter lorsque les mesures gouvernementales de soutien à la pandémie sont entrées en vigueur (fig. 2).

Dans le prolongement des mesures précédentes visant à mobiliser 300 milliards d'euros en mars 2020¹, le gouvernement français a alloué 3 milliards d'euros pour soutenir les moyennes et grandes entreprises en juin 2020. L'objectif était de fournir des garanties publiques sur les prêts commerciaux et les lignes de crédit et une assurance aux banques sur les portefeuilles de nouveaux prêts pour tous types de sociétés.²

Ces mesures semblent porter leurs fruits. L'OCDE a prévu une reprise économique rapide pour la France, avec une hausse du PIB de 5,9 % en glissement annuel en 2021³, légèrement supérieure à la croissance du PIB mondial de 5,6 %. La France devance ainsi les autres grandes économies européennes, dont le Royaume-Uni (5,1 %) et l'Allemagne (3,0 %).

Les levées de fonds battent leur record de 2016

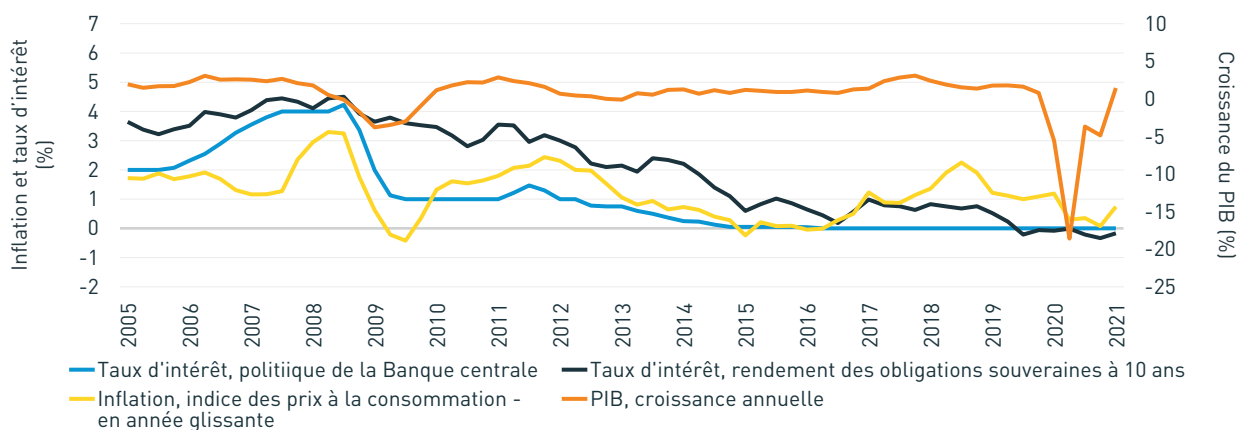
Malgré les inquiétudes suscitées par le strict confinement, qui comprenait un couvre-feu nocturne et des restrictions de sortie du domicile, l'ensemble des capitaux privés levés par les fonds français ont dépassé, pour la première fois l'an dernier, la barre des 50 milliards d'euros. De plus, les actifs sous gestion des fonds alternatifs basés en France ont atteint près de 250 milliards d'euros en 2020 (fig. 4), ce qui en fait le deuxième centre européen pour la gestion alternative après le Royaume-Uni (1170 milliards d'euros).

¹ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_503

² <https://www.economie.gouv.fr/direct-video-presentation-dispositif-accompagnement-entreprises-sortie-crise#>

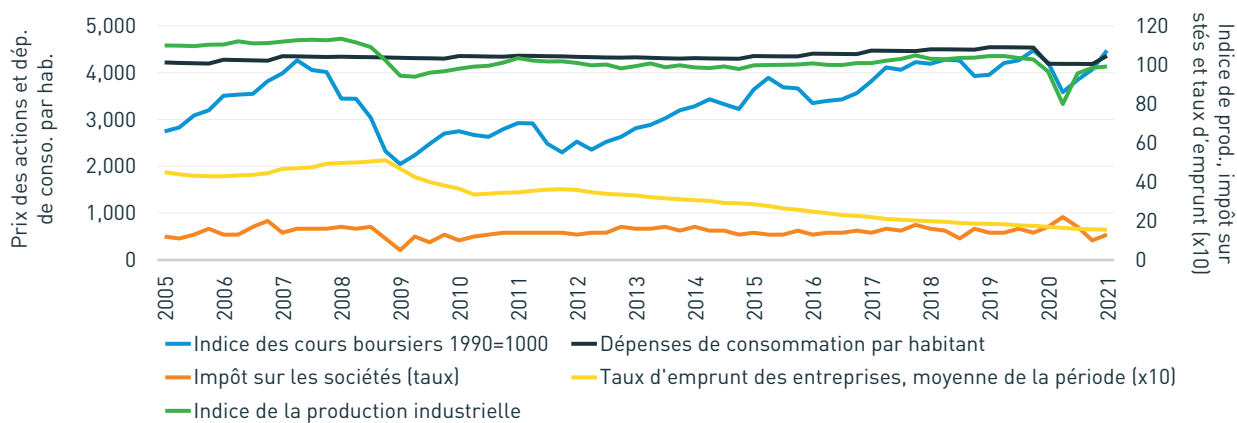
³ Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport semestriel mars 2021, p. 4

Fig. 1 : Contexte macroéconomique français



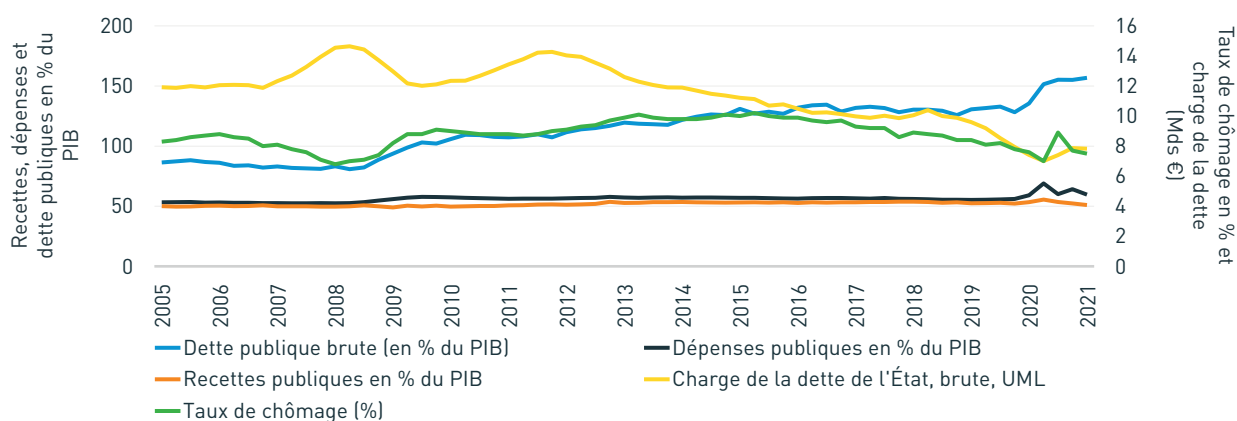
Source : Oxford Economics

Fig. 2 : Contexte social/industriel français



Source : Oxford Economics

Fig. 3 : Contexte fiscal français



Source : Oxford Economics

Le capital-investissement a connu la plus forte hausse des flux de capitaux. La classe d'actifs a enregistré une hausse de 56 % de la collecte entre 2019 et 2020, passant de 20 à 31 milliards d'euros (fig. 8). Cela tient compte de la clôture du fonds secondaire ASF VIII d'Ardian, de 16 milliards de dollars, et de celle du fonds Ardian Expansion Fund V, de 2 milliards de dollars, en septembre.

La collecte de fonds immobiliers, en revanche, a diminué au cours de l'année de pandémie. Un record de 5,3 milliards d'euros de capitaux levés en 2019 a été suivi de seulement 1,7 milliard levé en 2020, alors qu'aucun fonds immobilier n'a été clôturé au S1 2021. La collecte de fonds d'infrastructure a été relativement dynamique, progressant de 11 % en 2020 par rapport à 2019, avec un total de 11 milliards d'euros levés.

Preqin Pro suit 227 investisseurs actifs en France, soit moins qu'en Allemagne (550 investisseurs actifs), qu'en Suisse (520) et qu'en Italie (227). Malgré le volume significatif des actifs sous gestion, la France compte 619 gestionnaires de fonds actifs, contre 996 en Allemagne, ce qui indique un marché plus concentré.

Les infrastructures, clé des rêves olympiques

À mi-parcours de 2021, la valeur des opérations d'infrastructure en France a déjà presque doublé par rapport au total de 2020. Ce constat est d'autant plus impressionnant que le nombre de transactions représente moins du quart de celui de 2020, à 28 cette année contre 117 l'année dernière (fig. 6). La fusion des groupes Veolia et Suez, spécialisés dans les déchets et l'eau, pour un montant de 18 milliards de dollars, aura été un facteur clé à cet égard.⁴ En conséquence, la valeur moyenne des transactions d'infrastructures a augmenté pour atteindre près de 804 millions d'euros au premier semestre 2021, contre 103 millions d'euros en 2020. L'année dernière, la classe d'actifs a enregistré une valeur totale des transactions plus élevée que toute autre classe d'actifs de capital privé. Jusqu'à présent en 2021, les opérations d'infrastructure sont plus élevées que les quatre autres classes d'actifs combinées.

Comment expliquer ce boom ? La France a de grands projets pour améliorer ses infrastructures dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques de Paris en 2024. Déjà ville la plus touristique d'Europe avec 19,1 millions de visiteurs en 2019⁵, le gouvernement français a prévu 6,8 milliards d'euros d'investissements à Paris, pour améliorer les infrastructures existantes et construire de nouveaux aménagements avant les JO.

Par conséquent, on peut s'attendre à ce que les prix de l'immobilier dans la ville lumière augmentent à court terme, bien que cela soit souvent réfuté par l'argument selon lequel il n'y a pas d'effet à long terme des grands événements sportifs sur les loyers des villes hôtes⁶, ou que les prix de l'immobilier augmentent après les Jeux olympiques⁷. Le village olympique de Paris sera transformé en près de 5000 logements après l'événement.

Les Jeux olympiques accélèrent également le projet du Grand Paris Express, d'un montant de 23 milliards d'euros, qui prévoit la construction de plusieurs lignes de métro dans la région. Le projet ne devrait être entièrement achevé qu'en 2030 mais il sera partiellement ouvert en 2024, en dépit des retards actuels. Le réseau comptera 200 kilomètres de nouvelles voies et 68 nouvelles stations réparties sur quatre lignes de métro.

Les investissements dans les infrastructures ont été stimulés par les dépenses du secteur public, suite à l'augmentation de 17 % du budget 2021 du gouvernement pour les infrastructures et les services de transport, pour atteindre 3,7 milliards d'euros. Le ministre délégué aux Transports, Jean-Baptiste Djebbari, a déclaré que le gouvernement souhaitait stimuler les investissements dans le secteur des biocarburants en France, avec un plan de mobilisation de 1,5 milliard d'euros pour la recherche et le développement.⁸

Biocarburants, nucléaire et énergies renouvelables

La production française de biocarburants n'a cessé d'augmenter depuis 2004, selon Our World in Data. Bien que la France soit toujours en retard sur l'Allemagne, les deux nations devancent largement

⁴ <https://pro.preqin.com/asset/389206/deal/I51814>

⁵ <https://newsroom.mastercard.com/wp-content/uploads/2019/09/GDCI-Global-Report-FINAL-1.pdf>

⁶ http://college.holycross.edu/RePEc/spe/CoatesMatheson_MegaEventRents.pdf

⁷ <http://usj.sagepub.com.ezp-prod1.hul.harvard.edu/content/49/7/1453.abstract>

⁸ <https://www.vie-publique.fr/discours/277681-jean-baptiste-djebbari-09112020-transports-dans-le-budget-pour-2021>

Fig. 4 : Encours des fonds fermés alternatifs levés en France au cours des 10 dernières années (Mds €) par classe d'actifs

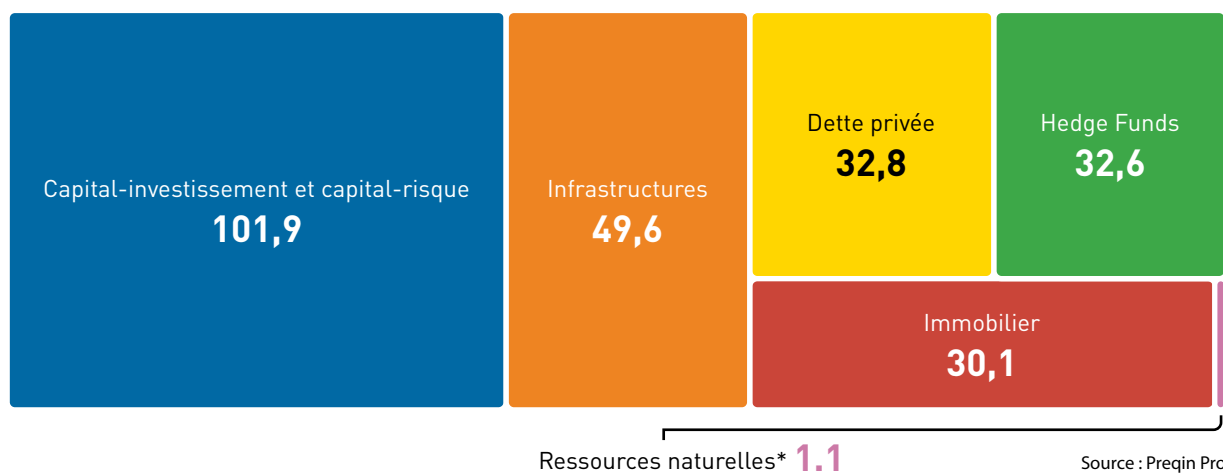


Fig. 5 : Nombre d'investisseurs et de gestionnaires de fonds français actifs dans chaque classe d'actifs

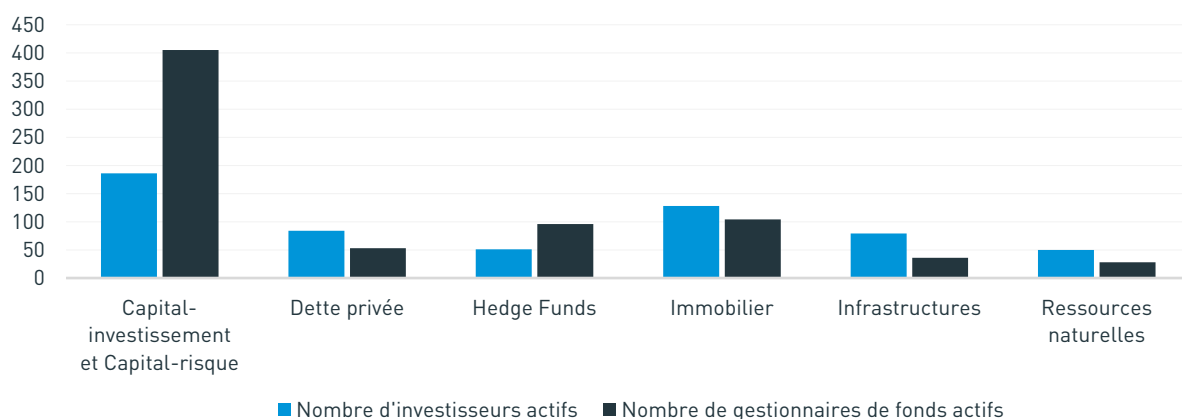


Fig. 6 : Nombre d'opérations de capital privé en France par classe d'actifs, 2020 par rapport au S1 2021

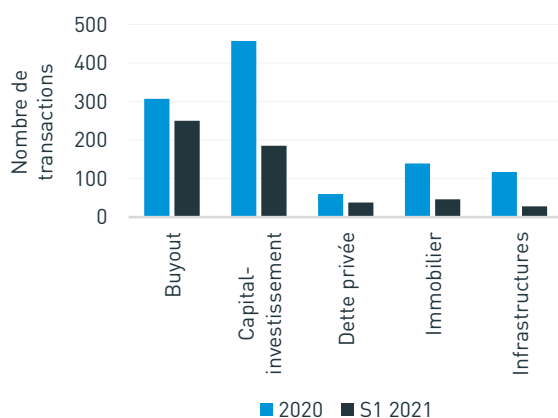
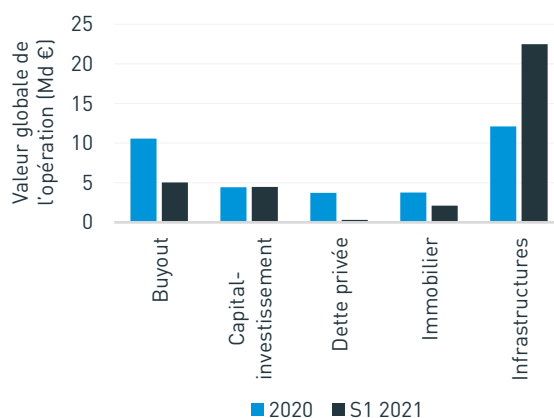


Fig. 7 : Valeur globale des opérations de capital privé en France par classe d'actifs, 2020 par rapport au S1 2021



*Sont inclus ici uniquement les fonds investissant dans les ressources naturelles et les groupements forestiers afin d'éviter tout double comptage.

le Royaume-Uni (Fig. 9). La question de savoir si les biocarburants, fabriqués à partir de matières organiques telles que les plantes ou les arbres, constituent une ressource énergétique renouvelable est largement débattue. Leur impact négatif sur l'environnement, en raison de l'abattage des arbres nécessaires au carburant, peut être considérable.

Ils sont néanmoins considérés comme une option viable par la France, qui dépend énormément du nucléaire. La France est le pays qui dépend le plus du nucléaire au monde pour sa production d'électricité (80 %) et elle a du mal à tenir les objectifs de l'UE en matière d'augmentation de la production d'énergie renouvelable. La directive de l'UE sur les énergies renouvelables exige que 20 % de l'énergie provienne de sources renouvelables d'ici 2020, et 32 % d'ici 2030.⁹ La biomasse et le biogaz sont tous deux inclus comme sources d'énergie renouvelable, mais pas le nucléaire.¹⁰

Après le nucléaire, l'hydroélectricité arrive loin derrière dans la production d'électricité. Bien que les chiffres varient, l'hydroélectricité et les biocarburants représentent plus de la moitié de la production d'énergie renouvelable en France, laissant l'éolien (10 %) et le solaire (3 %) à la traîne.

Mais cette situation est appelée à changer, car la France se concentre davantage sur ces domaines. D'ici 2030, les 7,4 GW de capacité éolienne en exploitation de la France pourraient en faire le quatrième producteur éolien offshore d'Europe (derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas).

Les autres énergies renouvelables ne sont pas en reste puisque le président Macron souhaite tripler la quantité d'énergie éolienne terrestre et multiplier par cinq l'énergie solaire d'ici 2030. Les dépenses publiques dans les énergies renouvelables ont été portées en 2019 à 8 milliards d'euros par an (contre 5 milliards d'euros) jusqu'en 2028.¹¹ L'hydrogène a récemment bénéficié d'un coup de pouce de 9,2 milliards d'euros dans le cadre du plan de relance français post-pandémique, dont 30 milliards d'euros sont destinés à la transition énergétique.¹² Bien qu'elle ait un certain retard à rattraper, la France affiche d'évidentes ambitions en matière d'énergies renouvelables.

Le capital-investissement et le capital-risque (PEVC) ont atteint un nouveau record en 2020

La France veut aussi mobiliser des investissements dans d'autres secteurs. Avec le Royaume-Uni et

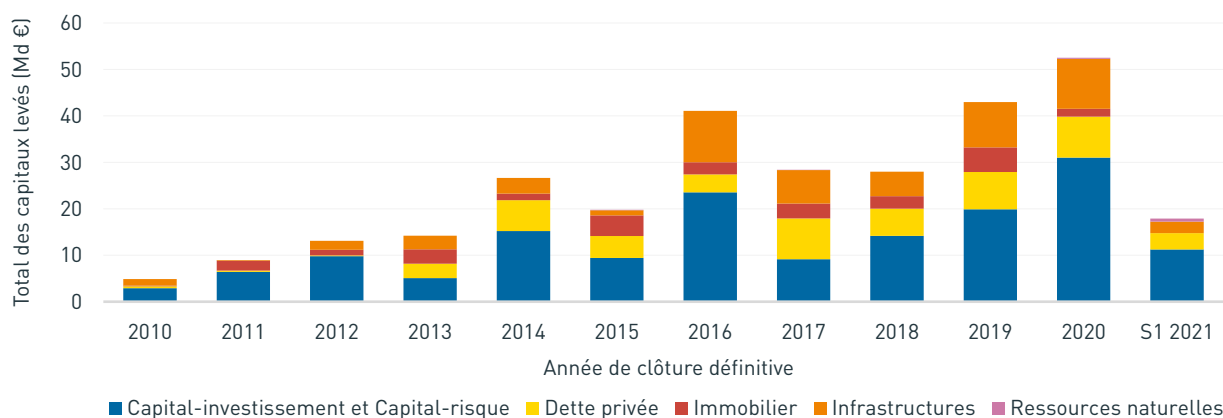
⁹ https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/renewable-energy-directive/overview_fr

¹⁰ https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2018.328.01.0082.01.FRA&toc=OJ.L:2018:328:TOC

¹¹ <https://www.reuters.com/article/us-france-energy-renewables-idUSKCN1NW1Z8>

¹² <https://www.pv-magazine.fr/2020/09/04/france-relance-un-plan-dote-de-30-milliards-deuros-pour-la-transition/>

Fig. 8 : Capitaux globaux levés par les fonds de capitaux privés basés en France par classe d'actifs, 2010 - S1 2021



Source : Preqin Pro. Données de juillet 2021

l'Allemagne, elle est l'un des principaux marchés du PEVC en Europe, avec 100 milliards d'euros d'actifs sous gestion en 2020. C'est bien moins que le Royaume-Uni, où les actifs sous gestion du PEVC s'élèvent à 473 milliards d'euros en septembre 2020, mais bien plus que l'Allemagne (36 milliards d'euros).

Malgré un ralentissement durant la crise financière mondiale, le nombre d'opérations de capital-risque et la valeur globale des opérations n'ont cessé d'augmenter au fil des ans. En 2020, les GP basés en France ont financé 4,4 milliards d'euros en capital-risque sur 457 opérations, un record historique, et plusieurs grosses opérations ont déjà été réalisées en 2021. La technologie et la santé en sont les grands bénéficiaires.

Les levées de fonds ont également été dynamiques. Sofinnova, une société européenne de capital-risque spécialisée dans les sciences de la vie, dont le siège est à Paris, a clôturé un fonds croisé de 445 millions d'euros consacré aux soins de santé à un stade avancé. Serena Capital, le fonds de capital-risque français qui a, par le passé, investi dans le SaaS, la deeptech et les données, a levé 300 millions d'euros pour son troisième fonds, dépassant largement son objectif initial de 200 millions

d'euros. Quadrille Capital, qui investit dans des entreprises technologiques et de santé dans le monde entier, comme l'application de covoiturage BlaBlaCar, a débloqué 511 millions d'euros pour un véhicule qui fera des investissements directs et des investissements de fonds.¹³

Investissement dans les technologies et secteur des startups

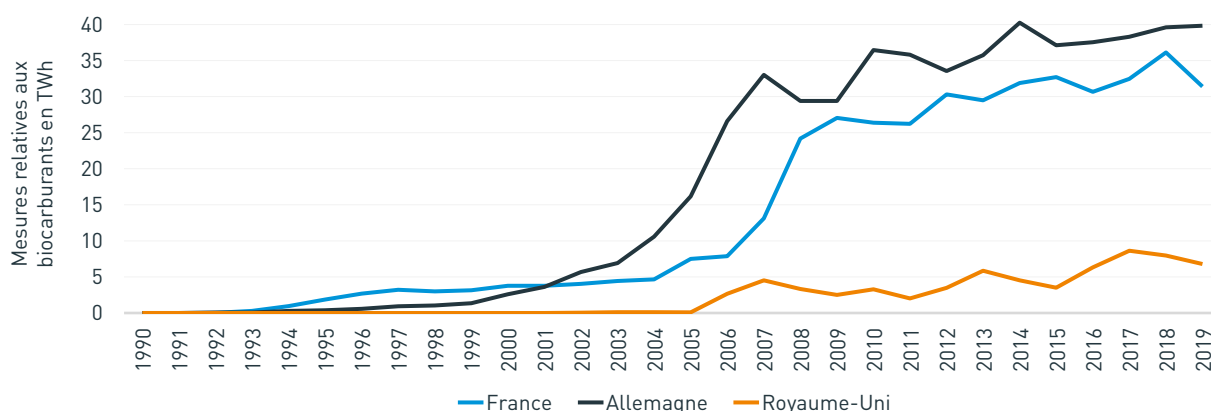
La France a des projets ambitieux en matière de technologie. Le gouvernement soutient Scale-Up Europe, une initiative du président Macron visant à développer l'industrie technologique européenne pour concurrencer les États-Unis et la Chine.¹⁴ Cette dernière initiative fait suite à une série d'investissements technologiques et de collectes de fonds en France, le pays renforçant sa position concurrentielle vis-à-vis de la Silicon Valley.

En 2018, 1,5 milliard d'euros d'investissements publics ont été consacrés à la recherche sur l'intelligence artificielle (IA). Le président s'exprimait lors de la présentation d'un rapport selon lequel : « Les données constituent un avantage concurrentiel essentiel dans la course mondiale à l'IA. Les géants du numérique en Chine, en Russie et aux États-Unis, qui ont construit leur position en se concentrant sur la collecte et l'utilisation des données, ont une

¹³ <https://www.preqin.com/insights/research/blogs/venture-capital-in-france-allez-les-bleus>

¹⁴ <https://scaleurope.tech/#partners>

Fig. 9 : Production d'énergie par les biocarburants



Source : Our World in Data

longueur d'avance considérable. »¹⁵ Néanmoins, Deep Mind, Google, Facebook, Samsung et IBM disposent tous de centres de recherche sur l'IA en France.

Un an plus tard, plus de 5 milliards d'euros de financement d'entreprises technologiques à un stade tardif ont été engagés par des investisseurs en capital-risque et des gestionnaires d'actifs français. « Notre ambition est de faire de la France le premier écosystème en Europe », avait alors déclaré le ministre de l'Économie numérique, Cédric O,¹⁶ en réponse à un rapport intitulé « Financing the Fourth Industrial Revolution » (« financer la quatrième révolution industrielle »), qui suggérait que la petite taille du marché français et les lacunes dans les infrastructures et la réglementation du marché constituaient les principaux obstacles pour les entreprises technologiques françaises. La rigidité du code du travail et la fiscalité relativement élevée

entravaient également le développement du marché intérieur des startups.

Le gouvernement était préoccupé par le fait qu'après avoir levé des capitaux en phase précoce auprès de fonds de capital-risque français, les derniers tours de table étaient souvent financés par des entreprises étrangères. Par ailleurs, certaines startups françaises ont fini par s'implanter aux États-Unis, attirées par un marché vaste et homogène et une relative facilité d'introduction sur le Nasdaq. En raison de levées de fonds plus agressives, les États-Unis comptent également de loin le plus grand nombre de licornes. Selon les dernières données, la France en compte 14, contre 369 aux États-Unis.¹⁷

L'investissement dans le secteur technologique est également soutenu par Bpifrance, le fonds souverain français. Parmi ses fonds de capital-risque figurent des fonds biotech, medtech, cleantech, smart

¹⁵ <https://www.aiforhumanity.fr/#s2>

¹⁶ <https://www.gouvernement.fr/en/eu6bn-for-tech-companies>

¹⁷ <https://www.cbinsights.com/research-unicorn-companies>

Fig. 10 : Fonds de capital privé les plus performants basés en France (millésimes 2009-2018)

Classement	Fonds	Société	Millésime	Taille du fonds (mn)	Type	Focus géographique	TRI net (%)	Date de déclaration
1	Latour Capital I	Latour Capital	2011	115 EUR	Buyout	France	30,0	31/12/19
2	Winch Capital 4	Andera Partners	2018	450 EUR	Croissance	Europe occidentale	25,9	31/12/20
3	R Capital III (Fund III)	Keensight Capital	2009	100 EUR	Croissance	Europe	25,0	30/06/20
4	Sparring Capital Fund 1	Sparring Capital	2015	110 EUR	Buyout	Europe	23,1	31/12/19
5	WINCH Capital 3	Andera Partners	2014	300 EUR	Croissance	Europe occidentale	22,1	31/12/20
6	Ardian Expansion Fund IV	Ardian	2016	1 000 EUR	Buyout	Europe occidentale	22,1	30/09/20
7	Montefiore Investment III	Montefiore Investment	2013	240 EUR	Buyout	France	22,0	30/06/20
8	ASF VII B NYC Co-Invest	Ardian	2016	-	Co-investissement	États-Unis	21,7	30/09/20
9	Astorg V	Astorg	2010	1 052 EUR	Buyout	Europe	21,3	30/09/20
10	InfraVia III	InfraVia Capital Partners	2015	1 000 EUR	Infrastructure Core-Plus	Europe occidentale	19,2	31/12/20

Source : Preqin Pro

city, et d'impact, ainsi qu'un fonds French Tech Acceleration.¹⁸

Si les levées de fonds du PEVC en France sont globalement orientées à la hausse, cela varie fortement d'une année sur l'autre. Avant qu'un nouveau record ne soit établi en 2020, lorsque 31 milliards d'euros ont été levés, 2016 avait été l'année de référence avec 24 milliards d'euros – bien qu'une chute brutale à 9,1 milliards d'euros s'en soit suivie en 2017. La concentration relative du capital entre les mains d'un nombre plus restreint de grands gestionnaires entraîne une plus grande variance des totaux annuels de collecte de fonds que certains autres marchés européens.

Le capital-risque en tant que classe d'actifs a enregistré un volume conséquent de transactions sur 2020, avec 457 opérations contre 307 pour le buyout. La valeur totale des transactions a été plus faible, à 4,4 milliards d'euros pour l'année, avec une taille moyenne de transaction d'un peu moins de 10 millions d'euros, la plus faible de toutes les classes d'actifs. Toutefois, à 4,5 milliards d'euros, la valeur totale des opérations de capital-risque au premier semestre 2021 a déjà éclipsé l'ensemble de l'année 2020. La valeur moyenne des opérations de buyout était de 35 millions d'euros et celle des opérations d'infrastructure de 103 millions d'euros.

De grands projets pour l'avenir

Bien que la collecte de fonds semble être légèrement à la traîne en 2021, la négociation

d'opérations est en bonne voie, en particulier pour les infrastructures. Alors que la France renforce ses ambitions climatiques et regarde au-delà du nucléaire pour étendre ses capacités renouvelables, les infrastructures vont jouer un rôle toujours plus important. En outre, l'organisation des Jeux olympiques de 2024 à Paris crée des opportunités pour l'immobilier et les infrastructures, car des sites sont construits pour le grand événement et réaménagés ensuite pour répondre aux besoins de la population locale.

La technologie est au cœur de la dynamique de développement de la France et le gouvernement a montré sa volonté d'investir et de mobiliser les investisseurs privés pour créer un environnement optimal pour les startups. Étant lié au marché européen, certains aspects du marché français compliquent la réussite des entreprises. Les différentes règles et réglementations, les barrières linguistiques et les différences culturelles sont autant d'éléments qui compliquent l'expansion des entreprises établies dans les pays européens vers les pays voisins. Ces problèmes ne se posent pas aux entreprises fondées aux États-Unis ou en Chine, qui disposent de marchés intérieurs plus vastes.

Néanmoins, la France espère augmenter son nombre de licornes ainsi que ses prouesses technologiques en soutenant le secteur à coups de milliards au cours des prochaines années, et les investissements privés y seront les bienvenus.

¹⁸ <https://www.bpifrance.com/private-equity>

Classements

Fig. 11 : Principaux gestionnaires de fonds de capital-investissement européens, par actifs sous gestion

Société	Siège social	Actifs sous gestion (Mds €)	Actifs sous gestion au
SB Investment Advisers	Londres, Royaume-Uni	133.3	31 mars 2021
CVC	Londres, Royaume-Uni	73.4	31 mars 2021
Ardian	Paris, France	71.2	25 juin 2021
Partners Group	Zoug, Suisse	49.4	30 juin 2021
AlpInvest Partners	Amsterdam, Pays-Bas	45.5	24 juin 2021
Permira	Londres, Royaume-Uni	44.0	12 mai 2021
LGT Capital Partners	Pfaffikon, Suisse	37.9	30 juin 2021
EQT	Stockholm, Suède	32.6	30 juin 2021
Hg	Londres, Royaume-Uni	31.6	31 mars 2021
Cinven	Londres, Royaume-Uni	28.8	31 mars 2021

Source: Preqin Pro

Fig. 12 : Principaux gestionnaires de fonds européens de dette privée, par actifs sous gestion

Société	Siège social	Actifs sous gestion (Mds €)	Actifs sous gestion au
CVC	Londres, Royaume-Uni	23.9	31 mars 2021
M&G Investments	Londres, Royaume-Uni	23.8	31 décembre 2020
ICG	Londres, Royaume-Uni	23.2	31 mars 2021
Partners Group	Zoug, Suisse	21.8	30 juin 2021
Hayfin Capital Management	Londres, Royaume-Uni	20.0	2 juillet 2021
Allianz Global Investors	Francfort, Allemagne	19.1	20 avril 2021
Alcentra	Londres, Royaume-Uni	18.9	31 décembre 2019
Arcmont Asset Management	Londres, Royaume-Uni	13.4	31 juillet 2021
Permira Credit	Londres, Royaume-Uni	10.0	20 avril 2021
Amundi Real Assets	Paris, France	9.5	30 juin 2021

Source: Preqin Pro

Fig. 13 : Principaux gestionnaires de fonds immobiliers européens, par actifs sous gestion

Société	Siège social	Actifs sous gestion (Mds €)	Actifs sous gestion au
AXA IM Alts	Paris, France	102.0	30 septembre 2020
AEW	Paris, France	72.8	12 juillet 2021
DWS Group	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	67.4	31 mars 2021
PATRIZIA	Augsbourg, Allemagne	47.0	30 juin 2021
Amundi Real Assets	Paris, France	40.5	30 juin 2021
Syntrus Achmea Real Estate & Finance	Amsterdam, Pays-Bas	37.5	31 mars 2021
Union Investment Real Estate	Hambourg, Allemagne	37.1	17 mai 2021
Aviva Investors	Londres, Royaume-Uni	34.8	31 mars 2021
CBRE Global Investment Partners	Londres, Royaume-Uni	33.5	31 mars 2021
M&G Investments	Londres, Royaume-Uni	32.7	31 décembre 2020

Source: Preqin Pro

Fig. 14 : Principaux gestionnaires de fonds d'infrastructures européens, par actifs sous gestion

Société	Siège social	Actifs sous gestion (Mds €)	Actifs sous gestion au
M&G Investments	Londres, Royaume-Uni	39.5	31 décembre 2020
Allianz Global Investors	Francfort, Allemagne	38.4	20 avril 2021
EQT	Stockholm, Suède	25.8	30 juin 2021
DWS Group	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	22.6	31 mars 2021
Antin Infrastructure Partners	Paris, France	16.0	4 mai 2021
Ardian	Paris, France	14.2	25 juin 2021
Partners Group	Zoug, Suisse	13.4	30 juin 2021
Copenhagen Infrastructure Partners	Copenhague, Danemark	13.0	30 juillet 2021
Aviva Investors	Londres, Royaume-Uni	13.0	31 mars 2021
DIF Capital Partners	Schiphol, Pays-Bas	9.0	10 août 2021

Source: Preqin Pro

Fig. 15 : Principaux gestionnaires de hedge funds européens, par actifs sous gestion

Fonds	Société	Siège social	Stratégie de base	Actifs sous gestion (Mrd €)
The Children's Investment Master Fund	The Children's Investment Fund Management	Royaume-Uni	Alternative Long Only	29.2
Marshall Wace Investment Strategies - Eureka Fund	Marshall Wace	Royaume-Uni	Long/short actions	17.8
Cevian Capital II Master Fund	Cevian Capital	Suède	Event Driven	12.0
Pictet Multi Asset Global Opportunities	Pictet Asset Management	Suisse	Multi-stratégies	8.1
Polar Capital Funds - Global Technology Fund	Polar Capital Partners	Royaume-Uni	Alternative Long Only	7.9
Vontobel Fund - TwentyFour Strategic Income Fund	TwentyFour Asset Management	Royaume-Uni	Obligataire	5.9
League Tables Final Version 23-08 LM-GM	Schroders	Royaume-Uni	Long/short actions	5.4
Stratus Master	Capital Fund Management	France	Contrats Futures gérés/CTA	5.3
Aviva Investors OEIC - Multi-Strategy Target Return Fund	Aviva Investors	Royaume-Uni	Multi-stratégies	4.6
Pharo Gaia Fund	Pharo Management	Royaume-Uni	Macro	4.5

Source: Preqin Pro

Pour découvrir nos classements complets, veuillez lire notre rapport complet, Preqin Markets in Focus: Alternative Assets in Europe.

Avertissement : Amundi

Ces informations constituent une synthèse des conditions économiques en vigueur. Elles sont fournies uniquement à titre informatif. Du fait de leur simplification, les informations fournies sont partielles ou incomplètes. L'exactitude, l'exhaustivité ou la pertinence des informations fournies ne sont pas garanties. Elles ont été établies à partir de sources considérées comme fiables et peuvent être modifiées sans préavis.

Ces informations ne constituent en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation, une sollicitation ou une sollicitation d'achat et/ou de vente ni une consultation d'ordre juridique ou fiscal et, par voie de conséquence, le contenu de ce message ne saurait vous dispenser de votre propre analyse et/ou du recours à un professionnel.

Investir présente un risque de perte en capital. Les performances passées ne constituent pas un indicateur des résultats futurs.

Ce document n'est pas destiné à l'usage des résidents ou citoyens des États-Unis d'Amérique et des « U.S. Persons », tels que définis par la Regulation S de la SEC.

Amundi décline toute responsabilité quelle qu'elle soit pouvant résulter de l'utilisation des informations

contenues dans ce document. Amundi ne peut en aucun cas être tenue responsable pour toute décision prise ou tout investissement réalisé sur la base de ces informations.

Les informations contenues dans ce document sont réputées exactes au 15 juin 2021.

Amundi Asset Management, société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036 - Société par actions simplifiée au capital de 1 086 262 605 euros. Siège social : 90 boulevard Pasteur, 75015 Paris - 437 574 452 RCS Paris info@amundi.com www.amundi.com.

Amundi Immobilier est une Société anonyme au capital de 16 684 660 euros – Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 07000033 – Siège social : 91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France – Immatriculée sous le numéro 315 429 837 RCS Paris.

AMUNDI, YOUR TRUSTED PARTNER IN EUROPEAN REAL ASSETS



Amundi Real Assets⁽²⁾ enables investors to contribute to funding the real economy. It provides responsible and innovative investment solutions in hard-to-access asset classes to retail and institutional investors as they look for solutions to meet their long-term liabilities, secure their retirement plans and fulfil their ESG and impact objectives:

- €59.3 billion under management⁽³⁾
- 1,700 assets in 16 countries⁽³⁾
- Real Estate, Private Debt, Private Equity, Infrastructure, in direct investments or in multi-management

real-assets.amundi.com

**Confidence
must be earned**

Amundi
ASSET MANAGEMENT

FOR PROFESSIONAL CLIENTS ONLY.

INVESTORS MAY NOT GET BACK THE ORIGINAL AMOUNT INVESTED AND MAY LOSE ALL OF THEIR INVESTMENT.(1) Source IPE "Top 500 Asset Managers" published in June 2021 and based on assets under management as at 31/12/2020. (2) Amundi Real Assets is Amundi's division dedicated to managing real assets.

(3) Source: Amundi - as of 30 June 2021. This material is not deemed to be communicated to, or used by, any person from any jurisdiction which laws or regulations would prohibit such communication or use. This material is for the attention of professional investors (as defined in Directive 2004/39/EC or in each local regulations). This material is provided for information purposes only and does not constitute a recommendation, a solicitation, an offer, an advice or an invitation to purchase or sell any security or fund. In no event may this material be distributed in the European Union to non "Professional" investors as defined in the MIFID or in each local regulation, or in Switzerland to investors who do not comply with the definition of "qualified investors" as defined in the applicable legislation and regulation. This document neither constitutes an offer to buy nor a solicitation to sell a product, and shall not be considered as an unlawful solicitation or an investment advice. Amundi Asset Management accepts no liability whatsoever, whether direct or indirect, that may arise from the use of information contained in this material. Amundi Asset Management can in no way be held responsible for any decision or investment made on the basis of information contained in this material. The information contained in this document is deemed accurate as at 30 June 2021. Data and opinions may be changed without notice. Amundi Asset Management, French "société par actions simplifiée", SAS with capital of €1,086,262,605 - Portfolio Management Company approved by the AMF under number GP04000036 - Registered office: 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com. August 2021. | WALK®